



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PREFECTURE

**DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES
DE L'UTILITE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX REGLEMENTES
POUR LA PROTECTION DES MILIEUX**

Marseille, le 07 JUIN 2016

Dossier suivi par : Monsieur GILLARDET

☎ 04.84.35.42.76

n°2016-85PC

**Arrêté
imposant des prescriptions complémentaires à la Société
PERNOD pour ses installations situées sur la commune
de Marseille(13014)**

**LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE SUD
PREFET DES BOUCHES DU RHONE**

Vu le Code l'Environnement et notamment son article R.512-31,

Vu les articles R.513-1 et R.513-2 du code de l'environnement, relatifs aux installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis,

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-176/63-2002A en date du 9 juillet 2003 autorisant la société PERNOD à exploiter une installation de fabrication de spiritueux située 30 boulevard Gay Lussac les Arnavaux sur la commune de Marseille (13014),

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°83-2010PC en date du 9 avril 2010,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°262-2010PC en date du 30 juillet 2010,

Vu la demande en date du 23 février 2016 transmise par la société PERNOD pour bénéficier des droits acquis suite à la parution des décrets n°2010-1700 du 30 décembre 2010 et n°2014-185 de 3 mars 2014 modifié,

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 14 avril 2016,

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 4 mai 2016 ;

Considérant que par lettre du 23 février 2016, la société PERNOD a fait une demande afin de pouvoir bénéficier des droits acquis au titre de la rubrique n°4755 (alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants) suite à l'entrée en vigueur au 1^{er} juin 2015 du décret du 3 mars 2014 créant les rubriques 4000 dans le cadre de la transposition de la directive SEVESO 3,

.../...

Considérant que l'exploitant a informé le préfet dans ce même courrier, que suite à la parution du décret du 30 décembre 2010 modifiant la nomenclature des installations classées, son établissement de Marseille n'est plus classable au titre de la rubrique n°2920,

Considérant que conformément à l'article R.513-1 du code de l'environnement sur les droits acquis, toutes les conditions sont réunies pour accorder à la société PERNOD le bénéfice des droits acquis pour la rubrique n°4755-2.a(A), et du déclassement relatif à la rubrique n°2920 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

Considérant qu'il est nécessaire d'acter ces modifications par un arrêté complémentaire,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

ARRETE

ARTICLE 1

La Société PERNOD dont le siège est situé 51 chemin des Mèches – 94015 Créteil Cedex, est autorisée, à poursuivre l'exploitation de ses activités situées dans son établissement 30 boulevard Gay Lussac à Marseille(13014)

ARTICLE 2

Le tableau des activités autorisées à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral complémentaire n°262-2010PC en date du 30 juillet 2010 est supprimé et remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation des activités	Niveau d'activité	Régime
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2.Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % dont la quantité susceptible d'être présente étant : a) Supérieure ou égale à 500m ³ .	<u>Volumes en cuves de stockage</u> : 1010 m ³ <u>Volume de stockage de produits finis</u> : 1500m ³ <u>Volume total</u> : 2510 m ³	Autorisation

2253	Boissons (préparation, conditionnement de) bière, jus de fruits, autres boissons, à l'exclusion des eaux minérales, eaux de source, eaux de table et des activités visées par les rubriques n°2230, 2250, 2251, 2252 la capacité de production étant : 1. supérieure à 20 000l/j	<u>Capacité de production maximale :</u> 300 000 l/j	Autorisation
1510-3	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques, le volume des entrepôts étant : 3. Supérieur ou égal à 5000m3, mais inférieur à 50 000m3	<u>Volume de l'entrepôt :</u> 41 552m3 <u>Quantité de produits stockés :</u> 4000 t	Déclaration avec contrôle périodique
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public étant : le volume susceptible d'être stocké étant : 3. supérieur à 1000m3 mais inférieure ou égale à 20 000m3	<u>Volume stocké :</u> 1500 m3	Déclaration
4755	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 1. la quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5000 t.	<u>Quantité de produits stockés :</u> 1565 t <u>Nb:</u> cette quantité correspondant au stockage de produits de catégorie 2 ou 3 mais dont le titre alcoométrique volumique est inférieur à 40 %.	Non classée

ARTICLE 3

Un exemplaire du présent arrêté devra être tenu sur le site, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Marseille, et pourra y être consultée.

ARTICLE 4

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5

Le Secrétaire Général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
Le Maire de Marseille,
La Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et du Logement.
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,

Et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera transmise à l'exploitant.

Pour le Préfet
et par délégation
La Secrétaire Générale Adjointe



Maxime AHRWEILLER